

**Semaine internationale de solidarité avec les prisonnier-e-s politiques du 10 au 19 avril  
LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES SAHRAOUI!  
MECANISME INTERNATIONAL POUR LA SURVEILLANCE DES  
DROITS DE L'HOMME AU SAHARA OCCIDENTAL!**

Avec ses affiches placardées dans le métro et sur les murs de nos villes, le pouvoir marocain vante la douceur de vivre pour attirer touristes et investisseurs. Mais il se garde bien de montrer l'envers du décor: répression des manifestations, disparitions, tortures dans les prisons et les commissariats, arrestations arbitraires et procès inéquitables avec de lourdes condamnations de militants politiques marocains et sahraouis. La situation est particulièrement dramatique au Sahara occidental occupé illégalement par le Maroc depuis le retrait du colonisateur espagnol en 1975.

Actuellement, 73 militants sahraouis sont incarcérés et des dizaines d'autres sont en liberté provisoire dans l'attente de leur jugement. Ils sont 22, pour la plupart défenseurs des droits de l'homme, à être détenus depuis novembre 2010 à la prison de Salé suite au démantèlement violent du "camp de protestation" de Gdeim Izik installé en octobre 2010 dans le désert par plus de 20 000 Sahraouis pour défendre leurs droits politiques, économiques, sociaux et culturels. Alors que ce sont tous des civils qui réclament le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, ils ont été jugés par un tribunal militaire sans autre "preuve" que des aveux recueillis sous la torture et condamnés le 17 février 2013 à des peines de prison de 20 ans à la prison à vie.

De nombreuses organisations françaises, marocaines et internationales des droits de l'homme ont dénoncé ce procès "inéquitable". Non seulement le gouvernement français n'a rien trouvé à redire à ce jugement mais il est même allé jusqu'à vanter les progrès du Maroc en matière de droits de l'homme. Les suites de la projection du film de Javier Bardem "Enfants des nuages" et de la plainte déposée par l'ACAT pour torture, concernant notamment Ennaâma Asfari, ont mis en évidence la complaisance du gouvernement français à l'égard du pouvoir marocain qui continue à réprimer les manifestations pour le droit à l'autodétermination et à l'indépendance dans les territoires sahraouis occupés.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, dont la France est membre permanent, devrait adopter fin avril une résolution sur le Sahara occidental. Avant cette échéance, nous appelons à

**UNE MANIFESTATION  
SAMEDI 12 AVRIL A 15H  
A LA FONTAINE DES INNOCENTS  
Paris 1er métro Châtelet-Les Halles**

**pour exiger:**

- la libération des prisonniers politiques sahraouis**
- l'instauration par les Nations unies d'un mécanisme international pour la surveillance des droits de l'homme au Sahara occidental**
- le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination par l'organisation rapide du référendum**

**Signataires:** ACCA, AFASPA, AFAPREDESA, AFDI, APSO, ARAC, Association des Amis de la RASD, Association de la Communauté sahraouie en France, Association des Sahraouis en France, CEDETIM, CLSPS, COMIPSO, CORELSO, Droit Solidarité, ERMPL, FASTI, Fondation Frantz Fanon, Le Mouvement de la paix, MRAP, Plateforme de solidarité Sahara occidental, SolidaritéMaroc05, Sortir du colonialisme, SURVIE

contact: [plateformeSO@gmail.com](mailto:plateformeSO@gmail.com)